

MES MEMOIRES VIIe CAHIER : D'AVRIL 1914 AU DEBUT DE 1915

LA GUERRE VIENT

Après le crime. Les élections de 1914.

Caillaux devait triompher de Louis d'Aillières par environ 1500 voix. A Saint-Calais, la campagne fut très vive. Tout d'abord, les réactionnaires s'étaient contentés de subventionner discrètement mon vieil adversaire, le socialiste Olivier Heuzé qui avait commencé une campagne assez brillante mais peu redoutable pour moi. Bientôt, ils s'aperçurent que j'étais plus vulnérable qu'ils ne l'avaient d'abord cru : 1- parce que j'étais considéré comme une doublure de Caillaux et que son impopularité pouvait rejaillir sur moi ; 2- parce que, depuis longtemps sur la brèche, je commençais à m'user ; 3- parce qu'ils partaient de cette observation psychologique que mon élévation au pouvoir avait excité la jalousie de mes amis, notamment de Gigon et Breteau et que, parce que les paysans de mon arrondissement n'étaient pas du tout éblouis par mon portefeuille !

Il y avait du vrai dans cette considération dernière. Gigon avait toujours une plaie au cœur non cicatrisée et, sous un aspect devenu amical, il dissimulait une haine farouche. Breteau était à vendre au plus offrant enchérisseur. Ce dernier s'était attaché non sans habileté à la fortune de Caillaux dont il était devenu le mouchard contre moi. Hypnotisé par les dehors brillants de Caillaux, il se disait qu'il y aurait toujours quelque chose à gagner avec lui. Comme je ne pouvais pas lâcher ostensiblement son patron, malgré le gros ennui que me causait sa criminelle histoire, comme Caillaux demeurait l'un des chefs apparents de mon parti, Breteau ne pouvait pas m'abandonner. Je les amadouais tous les deux (Gigon et Breteau) en leur promettant, si j'étais élu, un beau voyage gratuit en Tunisie où je devais être délégué, en mai 1914, par le gouvernement pour y présider un congrès des pêches maritimes. La Fédération des gauches, sûre de l'action de Heuzé en ce qu'elle devait m'enlever mon aile gauche, trouva dans la personne de M. Munier, gros industriel de Bessé-sur-Braye, un candidat assez dangereux. Munier, fils de N. Munier le grapetier de Bessé était un ingénieur distingué, sorti de Centrale, n'ayant pas de passé politique et né d'une famille républicaine, à la mode de 1877. Il est probable que, si je n'avais pas été membre du gouvernement, Munier aurait eu ma peau, car il parlait bien et utilisait habilement la formule « *Assez d'avocats à la Chambre !* ».

La lutte fut dure. D'une part, Heuzé qui possédait un remarquable gueuloir et me reprochait assez justement d'être un radical trop modéré, un défenseur du patronat. D'autre part, Munier qui me reprochait avec adresse de n'avoir pas voté la loi des trois ans et excitait ainsi les patriotes contre ma candidature. Henry Chéron et Klotz s'étaient déclarés les parrains de la candidature Munier. Je fus fortement bousculé en réunion publique et ma majorité, le jour du scrutin, fut singulièrement réduite sur celle de mon élection de 1900 qui avait été, il est vrai, exceptionnelle. Heuzé réunit 1800 voix et Munier plus de 4000. Je ne passais guère qu'à mille voix. Il était incontestable que je sortais de l'aventure Caillaux très diminué. Chose

bizarre, Caillaux recueillit à peu près la même majorité qu'en 1910. Je crois même qu'il l'améliora légèrement.

Mon concurrent Munier, qui était d'ailleurs un fort honnête homme, prit l'affaire au tragique. Klotz, qui était un ami intime, l'avait convaincu de son succès. Comme Munier était cardiaque, il fut pris d'une crise dans la nuit même qui suivit l'élection. Il ne se remit jamais de son émotion et mourut quelques mois après. Franchement, j'ai eu du chagrin de cet événement, et cela m'a gâté quelque peu le plaisir d'une victoire chèrement disputée.

L'élection du Mans permit à d'Aubigny de revenir sur l'eau. Singulier personnage que ce garçon dont le prestige a été fort grand dans notre département bien qu'au demeurant ce fut un médiocre. Il avait été, comme Caillaux, bon élève des jésuites qui l'ont fortement secondé dans toute sa carrière. Son père, de fortune aisée, avait été fonctionnaire de l'Empire et toute la famille était demeurée foncièrement bonapartiste. Je crois que le frère cadet Lucien d'Aubigny, châtelain à Saint-Cellerin a épousé une princesse Bonaparte. Si je ne craignais de manquer de respect à mon vieil adversaire Fournier-Carville pour le talent duquel j'ai toujours eu une grande estime, je dirais qu'il a été le Vautrin de ce Rubempré. Un Rubempré qui, d'ailleurs, n'a fait aucune conquête féminine, car avec son grand nez et sa manie de le curer à chaque instant avec ses doigts, il n'était pas très ragoûtant. Orateur de 3^e classe, mais ne manquant pas de culot, d'Aubigny tenait bien la réunion publique. La Sarthe encadrait ses plaisanteries les plus vulgaires qu'il recueillait dans les vieux anas et on lui a fait une sorte de réputation d'homme d'esprit. Au demeurant, c'était un galant homme, très aimable et personnellement, j'ai déjà dit combien j'avais eu à me louer de sa correction. Il valait moralement dix fois mieux que nos radicaux-socialistes. Je fais toutefois exception pour Hippolyte Laroche qui était parfait de tous points. L'arrondissement de La Flèche a possédé, dans la personne de Laroche, un représentant de tout repos, d'une honnêteté scrupuleuse.

Renvoyé au Parlement par les élections d'avril 1914, Laroche mourut malheureusement quelques mois plus tard, au début de la guerre. Il était atteint d'un cancer intestinal. J'ai perdu en lui un camarade exquis. Il faisait contrepoids aux impulsivités de Caillaux sur lequel il avait une influence apaisante. C'était un idéaliste vivant dans ses rêves. Sa femme l'avait converti au protestantisme. Elle était fille d'un limonadier, M. Marinier, qui avait fait fortune en tenant sur la place Chanzy, au Mans, le café de l'Europe. Cela n'empêchait pas M. et M^{me} Laroche d'être des abstinents totaux. Il avait l'aspect puritain, mais il troussait volontiers le jupon des plus jolies institutrices de son arrondissement. Pêché véniel ! Il a marié sa fille dans le clan protestant, à André Siegfried fils de l'ancien ministre du Commerce, Jules Siegfried qui fut si longtemps député du Havre. André Siegfried est un de nos plus savants économistes. Il est l'auteur du meilleur ouvrage qui est paru sur les États-Unis, depuis la Grande Guerre.

Revenons à d'Aubigny. Il est rentré au Parlement par la grande porte, comme député du chef-lieu. Dire qu'il a eu pendant la guerre une attitude particulièrement héroïque, ce serait exagéré. Il a figuré dans cette catégorie de jeunes députés qui ont de bonne heure pensé que le palais Bourbon était moins exposé que la tranchée. Qu'aurais-je fait moi-même si j'avais été mobilisable ? J'eusse sans doute pensé que c'était assez d'avoir donné mon fils !

Dans la deuxième circonscription du Mans, l'invincible Galpin battit Charles Ligneul avec une grande facilité. Et cela ne devait pas être sa dernière législature. Ce beau vieillard a vaillamment fait son devoir à l'arrière pendant toute la guerre et il s'est prodigué pour ses électeurs. En 1919, il était le politicien le plus sympathique à tous dans le département.

Ainsi, au mois d'avril 1914, la représentation sarthoise comportait : d'Aubigny et Galpin pour Le Mans, Caillaux pour Mamers, Laroche pour La Flèche et moi pour Saint-Calais. L'adversaire que les radicaux avaient opposé à d'Aubigny était René Pellier, le richissime fabricant de conserves. J'ai connu la famille Pellier, une des vieilles familles du Mans. L'origine était modeste. M^{me} Pellier mère avait l'air d'une charcutière ; elle n'allait dans les salons que couverte de bijoux. Elle avait aux oreilles deux bouchons de carafe qui vaudraient aujourd'hui le million. On citait ses pataquès. Tous les Pellier ont été des Harpagons professionnels. René Pellier avait pris une maîtresse anglaise pour se perfectionner dans cette langue sans trop de frais. C'était une brave fille, médiocrement jolie mais dévouée. Il lui allouait 200 francs par mois, mais il lui retenait là-dessus le prix des boîtes de conserves qu'il lui envoyait. Quand il eut une automobile, il organisait chaque dimanche avec ses amis une petite randonnée autour du Mans. Mais chacun payait sa quote-part et il faisait de plus rembourser le prix de l'essence. C'était le candidat le plus antipathique que le parti radical pût rencontrer. Il parlait mal et ne savait pas dépenser. Son intelligence des affaires était indéniable et je crois qu'il aurait fait un député consciencieux et utile.

Les débuts de la législature 1914

Immédiatement après mon élection, M. Gaston Doumergue me fit venir et me dit : « *Je suis étonné du succès de Caillaux et si ce gaillard-là ne fait pas de sottises, il pourra revenir sur l'eau surtout si sa femme est acquittée. J'ai pris l'engagement de vous envoyer comme délégué du gouvernement en Tunisie. Nous avons des difficultés avec le gouvernement italien qui devient de plus en plus arrogant et qui entend exercer en Tunisie une espèce de condominium. J'ai dit au Résident général Alapetite de donner à cette visite un caractère solennel, afin de frapper l'esprit des indigènes. Ne vous inquiétez pas des frais, Alapetite fera tout le nécessaire. Je vous annonce confidentiellement, mon cher ami, deux choses : d'abord, parti ministre, il est certain que vous reviendrez simple député. Je n'ai accepté le pouvoir que pour faire les élections. Elles sont bonnes, maintenant je vous passe la main avant la rentrée des chambres. Agissez comme si vous ignoriez ce détail. Vous aurez distribué toutes vos décorations avant d'être démissionné et le nouveau ministère ne sera pas fait avant votre retour, j'en suis convaincu. Je m'en irai mais vous y demeurerez. Ensuite, je dois vous dire que ce voyage préparera votre candidature au gouvernement général de l'Algérie. Caillaux lui-même, pour se débarrasser de vous, a parlé de cette candidature. Il m'a dit que vous aviez toute la finesse diplomatique nécessaire pour réussir dans l'Islam et que vous étiez désignés pour succéder à Lutaud qui prendra sa retraite en août prochain. Je pense que vous pourrez préparer vos paquets. Vous pourrez rester sans doute à Alger jusqu'aux élections prochaines et, si vos électeurs vous en veulent de les avoir lâchés, que diable ! Vous trouverez bien le moyen d'entrer au Sénat !* ». Et Doumergue me congédia avec son bon sourire. Mon voyage fut vite préparé. J'emmenais ma femme, mon fils, un parlementaire André Hesse, le docteur Gigon et sa femme, le docteur Breteau avec sa smala, tout mon cabinet, avec une centaine de

congressistes. Je laissais toutefois au sous-secrétariat comme homme de confiance mon secrétaire Pierre Gillet que j'avais récemment découvert et qui fut pour moi le plus précieux des collaborateurs. À 19 ans, ce Pierre Gillet qui était fils du secrétaire général de la préfecture des Ardennes et dont les parents étaient aisés, était devenu le secrétaire de M. Etienne, ministre de l'intérieur. C'était en 1906. Intelligent, débrouillard, intrigant, ayant la politique dans le sang, mais noceur en diable, il fit rapidement son chemin dans les cabinets et devint, au Havre, un des secrétaires du général Lyautey. Il était habile, mais très aventureux. Il voulut monter des affaires qui ne réussirent pas et le général se sépara de lui d'ailleurs sans amertume. En 1913, Gillet battait le pavé de Paris, où il fut reporter au *Matin*. Il avait des relations de tous les côtés. Il vint à *La France* et me choisit d'autorité comme patron. Je fus d'abord un mauvais patron, car il ne m'inspirait pas confiance. Je lui trouvais l'aspect trop rastaquouère ! Mais c'était un garçon qui n'abandonnait pas aisément une partie. Il conquit difficilement l'amitié de mon fils, puis celle de mes autres collaborateurs, Pinsard, Dassier, Montbraud, Camille Girault. Comme mon cabinet était archiplein et dépassait même les limites réglementaires, Gillet trouva le moyen de créer une section technique dont il se fit d'emblée le chef. Cela ne correspondait à rien d'utile, mais cela lui permettait de toucher un petit traitement. Il m'en fut très reconnaissant et me donna les preuves d'un dévouement absolu. Nous allons retrouver le personnage dès le début de la guerre.

Le voyage en Tunisie

Nous nous sommes embarqués à Marseille vers le milieu du mois de mai. Le préfet Schrameck nous reçut admirablement ainsi que l'ami Henri Estier, le grand armateur. La traversée fut très mauvaise et nous souffrîmes presque tous du mal de mer. Nous arrivâmes à Tunis en retard mais par un soleil radieux. Je retrouvais dans la personne de M. Alapetite un ancien préfet de la Sarthe. Il fut tout à fait amical et toute ma smala fut logée dans le palais de la résidence. Ce fut un tourbillon de banquets, de fêtes, de voyages. Le bey me fit un accueil charmant et il me passa le grand cordon du Nicham Iftikar. Cela coûte 1500 francs de droits de chancellerie, mais Alapetite en fit les frais comme il fit les frais des abondantes aumônes que répandit ma largesse gouvernementale. J'ai noté quelques anecdotes gauloises. Les ministres musulmans trouvent toujours que leurs visiteurs manquent de femmes et à chaque instant il vous propose de jeunes mauresques. Cela s'offre comme une boîte de bonbons. Comme, à l'occasion d'un gala, j'avais admiré la beauté des danseuses du Bey, ce dernier me dépêcha son ministre de la Plume (sic) et m'offrit d'aller passer la nuit dans une petite maison où se trouvaient les danseuses qui sont en réalité des courtisanes. C'était bien commode ! En vérité ! J'étais gardé et bien gardé par ma femme. J'allais répondre par un refus courtois, lorsque mon ami André Hesse, député de La Rochelle, me dit : « *Si tu ne peux pas, je te remplacerai volontiers* ». « *Surtout, dis-je au ministre de la Plume, recevez mon représentant avec discrétion* ». « *Soyez rassuré* » me répondit en souriant le secrétaire du bey. André Hesse avait, lui aussi, sa femme, mais il s'en débarrassa aisément. Quand il arriva chez les danseuses, il trouva la maison pavoisée de drapeaux, illuminée et il fut reçu au son de la Marseillaise. C'est cela, paraît-il, la discrétion orientale ! André Hesse aurait été fort satisfait d'un séjour de deux heures qu'il fit dans ce sérail, mais on lui fit comprendre qu'il fallait un petit pourboire. Il aligna cent francs qu'il eut le toupet de me réclamer le lendemain. Je refusai

le remboursement et depuis tantôt quinze ans, toutes les fois qu'il me rencontre, il commence par me dire : « *Et mes cinq louis ?* ».

À Sousse, le maire Gallini nous offrit des mauresques jeunes et jolies. L'infatigable Hesse fut le seul à en profiter ! Nous fîmes un voyage circulaire par Sousse, Sfax, Kairouan et El Djem. Nous eûmes une fantasia à Douggah et nous revînmes par Ferryville et Bizerte. Mon fils nous accompagna pendant toute la durée de cet excellent voyage, au cours duquel je prononçais bien trente discours.

À Bizerte, je reçus la nouvelle attendue de ma démission. Le retour n'en fut pas moins gai. Nous avons fait d'interminables parties de poker sur le « Carthage » qui nous ramena sans heurts à Marseille.

Le ministère Ribot

Alors commença pour moi une véritable comédie parlementaire. Poincaré avait chargé Viviani de constituer le nouveau ministère. Ce dernier m'offrit de nouveau la Marine marchande. Je ne me souviens pas exactement de la composition de ce cabinet dont l'existence fut embryonnaire. Tout ce que je sais, c'est que Justin Godart devait avoir le ministère du Travail et Georges Ponsot, le sous-secrétariat des Beaux-arts. Le décret fut signé et nous fûmes tous convoqués au ministère de l'Intérieur par Viviani. Je me rappelle maintenant que Raoul-Peret devait être sous-secrétaire d'État à l'Intérieur.

Viviani se mit à lire son projet de déclaration qui était banal mais qui contenait un paragraphe à peu près ainsi conçu : « *Nous ne pouvons que maintenir le service de trois ans pour qu'il constitue une garantie de sécurité...* ». Là-dessus, Godart et Ponsot se lèvent furieux, comme obéissant à un mot d'ordre et ils s'écrient : « *Nous ne pouvons pas accepter cette phrase ; il faut permettre de ramener le service militaire à deux ans le plus tôt possible !* ». Et ils s'en vont dans la salle à côté. Viviani de me dire : « *Vous, Ajam, qui êtes dans de bons termes avec ces deux cons, allez donc leur dire qu'ils font une bêtise. Ce n'est pas possible qu'ils ne reviennent pas sur cette décision idiote* ». Je cours rejoindre Ponsot et Godart assis sur un canapé. Je les exhortais de mon mieux. Péret vint ensuite à la rescousse. Mais ils étaient butés et aucun raisonnement ne put prévaloir contre un parti pris. Ils ne voulaient pas du service de trois ans. De Godart, rien ne m'étonne, c'est un bellâtre et un sot. Mais Ponsot, ancien séminariste, était d'une finesse rare. Il fallait vraiment manquer de flair pour parler d'une réduction du service militaire au début de juin 1914. Il est vrai que personne ne croyait à la guerre. J'étais un des rares parlementaires à soupçonner l'Allemagne (voir mon livre *Les chemins de la paix* publié en 1913). Ce qu'il y a de curieux, c'est qu'au cours de ma campagne électorale d'avril, toutes les fois que la question m'était posée, je répondais : « *Je n'aperçois actuellement aucun nuage à l'horizon (c'était vrai) mais je pense qu'il vaut mieux maintenir par précaution la loi des trois ans !* ». Eh bien ! Lorsque la guerre éclata, mes adversaires de droite s'emparèrent de la première partie de ma phrase, en ayant soin d'oublier la seconde partie et pendant des années, on me rabâcha les oreilles en me criant : « *Vous nous rassuriez, en avril 1914 !* ». Bref on m'a fait passer pour un imprévoyant et un imbécile alors que j'avais préparé les troupes noires, voté la rallonge du service militaire et demandé une réorganisation du service des poudres.

Pour donner une idée des injustices électorales, lorsque plus tard je me séparais des radicaux-socialistes, ce furent ces derniers qui me combattirent en me reprochant de n'avoir pas prévu la guerre, de n'avoir pas vu clair etc....

Avec une phrase détachée on peut toujours faire pendre un homme ! Comme au temps de Fouché, duc d'Otrante !

Voilà donc un ministère Viviani culbuté après une existence de trois quarts d'heure. Furieux, Viviani envoya notre démission à M. Poincaré, lequel chargea M. Alexandre Ribot de former un ministère. Je me suis toujours demandé si Poincaré qui était un pince-sans-rire n'avait pas voulu couler Ribot, car, avec cette Chambre très à gauche, aucun ministère modéré n'était possible. J'étais fort bien avec Ribot et il expédia Adrien Dariac pour m'offrir le ministère du Commerce.

Un curieux type, ce Dariac ! Originaire de la Dordogne, sans aucune ressource, il vint de bonne heure à Paris avec son frère Lionel et il devint fonctionnaire du ministère de l'agriculture. Il tenta la fortune politique de divers côtés sans succès. Puis, un beau jour, il s'avisa de venir poser sa candidature à Alençon, ville qui appartenait aux conservateurs. Il fit la conquête de gros herbagers qui virent en lui un défenseur et il parvint à se faire élire comme républicain modéré. Son talent était médiocre, mais il possédait toute l'astuce méridionale. Suivant la bonne méthode, il se spécialisa dans les questions agricoles et devint rapidement rapporteur du budget de l'agriculture. Ce rapport vaut mieux qu'une ferme en Beauce. Dariac devint tout de suite le conseiller technique des chevillards (bouchers en gros) de la Villette et des commissionnaires aux Halles dont il défendit avec âpreté les intérêts. Ces gens-là surent récompenser grassement ses services, car moins de dix ans après son entrée à la Chambre, Dariac qui était gueux eut son château dans le Loiret, une auto de marque et un appartement de 25.000 francs au Champ de Mars avec des tableaux de prix ! Il avait pour femme une ancienne actrice, outrageusement fardée qui dépensait largement. Ah ! Que j'en ai connu de ces profiteurs de la République ! Un homme d'intelligence moyenne, qui ne quitte pas les couloirs, qui a la volonté d'arriver, qui la manifeste et qui a la poignée de main facile est sûr, archi-sûr, d'aboutir à un ministère.

Dariac qui s'est fait une bonne position au parlement puisqu'il a été longtemps président de la commission du budget, n'a pas cependant obtenu tout ce qu'il désirait. Nous verrons qu'il a été poursuivi par la guigne.

Je fis répondre à Ribot que son offre me touchait mais que je ne croyais pas à la possibilité de son ministère dans lequel il avait pourtant embarqué le fougueux radical-socialiste, Margaine, polytechnicien fumeux et à demi-maboul. Je fus remplacé par ce pauvre Marc Réville, protestant puritain, qui devait mourir quelques années plus tard.

Alexandre Ribot se présenta devant les chambres avec une déclaration quelconque. J'ai rarement vu un ministère aussi fraîchement accueilli. J'avais passé mes services à un député de Saint-Malo, Charles Guernier, qui avait failli crever de jalousie quand j'avais été choisi précédemment par Viviani.

Je ne sais pas si j'ai déjà parlé de ce Guernier, personnage assez curieux, pas bête mais plus m'as-tu vu que n'importe quel cabotin. Il était fils d'un serrurier de Saint-Malo, avait fait ses études comme boursier d'Etat, avait poussé jusqu'à l'agrégation de droit (il était professeur à la Faculté de Lille quand les Malouins en firent leur représentant). Pendant que je fus à la marine marchande, il était président de la commission contrôlant ce ministère et il n'avait cessé de mettre des bâtons dans les roues de mon char. Aussi, quel triomphe pour lui quand il vint au ministère pour prendre son poste ! Je lui présentai mes collaborateurs en lui adressant une petite allocution. Ces derniers n'étaient pas très rassurés car ils connaissaient Guernier comme un pion. Aussitôt que je fus parti, mon successeur fit signe à mes collaborateurs qu'il avait quelque chose à leur dire et de sa bouche auguste partirent ces paroles : « *Et maintenant, messieurs, nous allons travailler !* ». Cette rigolade me fut immédiatement rapportée par mon fidèle Camille Girault que Guernier avait, bien entendu, relégué dans son bureau.

A peine Ribot avait-il lu sa déclaration (cela se passait dans les premiers jours de juin 1914) que le bilieux Maurice Viollette grimpa à la tribune et, dans un discours de la plus belle rosserie, massacra le nouveau ministère qui fut immédiatement culbuté.

Pauvre Dariac ! Il ne fut ministre que trente-six heures ! J'indique tout de suite qu'après la guerre, il devint une seconde fois ministre durant trente-six heures ! Ce qui lui a brisé toute sa carrière ministérielle car on dit de lui qu'il porte la guigne !

Ce que j'avais prédit à Ribot s'étant réalisé, il ne restait plus à M. Poincaré qu'à constituer un nouveau ministère. Il redemanda Viviani. J'ai déjà consacré à Viviani plus d'une note biographique. Je ne veux pas me répéter. Comme Millerand et Briand, il a été fougueux collectiviste. Et il a fini par devenir suffisamment conservateur pour n'effrayer personne. Il était guetté depuis longtemps par la paralysie générale, mais en 1914, il possédait encore toute son activité intellectuelle et génésique. A ce moment, il avait pour maîtresse officielle M^{elle} Piérat de la Comédie-Française. Il paraît que Viviani était aussi ardent à la besogne amoureuse que le fameux singe dont le docteur Mardrus a traduit les exploits dans son conte de Wardan le Boucher (tome 7 des *Mille-et-une nuits*). Je n'en dis pas plus long pour permettre à un gendarme de lire ces pages sans rougir. Mais lorsque des amants sont aussi trépidants, il est bien rare que leur liaison se déroule sans quelque fracas. Quand M^{elle} Piérat (qui était la femme légitime du complaisant peintre Guirand de Scevola) croyant que Viviani la trompait avec une de ses camarades (ce qui arrivait parfois) elle envoyait à Madame Viviani née Edmond Lepelletier, le dernier paquet des lettres de son incandescent ami. Et les lettres de Mirabeau à Sophie, que dis-je, les confidences de Gamiani étaient du Bernardin de Saint-Pierre à côté de ces lettres bouillonnantes ! On aperçoit d'ici les scènes de ménage ! Chose curieuse, Viviani continuait d'aimer sa femme. Que voulez-vous ! Ce garçon né en Algérie avait sans doute du sang de Mahomet dans les veines !

Quoi qu'il en soit, je n'ai guère entendu d'orateur plus brillant. Il préparait longuement ses discours plus par la méditation que par l'écriture. Sa prose a toujours été quelconque et il manquait d'esprit de répartie. Mais il maniait les métaphores les plus éculées avec une maestria qui les faisait croire vierges. Il était la terreur des sténographes parce qu'il parlait

presque aussi vite que Déroulède ou Henri Robert. Mais quel charmeur ! Quand Poincaré l'eut appelé pour la seconde fois, je fus l'un des premiers mandés auprès de lui. Viviani ne voulait pas de Caillaux et pour cause, il savait que Caillaux ne tenait pas beaucoup à me voir demeurer au ministère, mais il pensait aussi que ma présence ne déplairait pas aux rares amis demeurés fidèles à Caillaux. Celui que désirait Caillaux, c'était Pascal Ceccaldi, mais Viviani n'en voulait à aucun prix. Viviani me dit : « *J'aurais bien voulu te donner un ministère, mais je te réserve le gouvernement de l'Algérie. En attendant, veux-tu le sous-secrétariat de la guerre ? Je donne la Marine marchande à Lauraine qui est député maritime et qui me fait embêter par Combes. Accepte n'importe quoi pour ne pas te faire oublier !* ». Cela m'ennuyait de quitter la marine marchande, mais j'acceptais. Au moment d'entrer à l'Élysée, Lauraine me prenait à part et me demandait de reprendre la Marine marchande parce qu'il voulait avoir une automobile et que cette automobile (gratuite) n'existait qu'à la guerre. Viviani accepta la mutation et il m'offrit même le sous-secrétariat de l'intérieur qui avait été destiné à Jacquier. Mais cela me faisait trop plaisir de retrouver mes amis du boulevard Montparnasse et, d'un trait de plume, on me rendit la Marine marchande.

Raoul Péret était disparu de la combinaison. L'arrivée la plus glorieuse était celle de Louis Malvy, personnage très discuté, mais qui avait été imposé par les radicaux de la rue de Valois. C'était lui qui allait disposer du levier de commande. Augagneur prenait l'instruction publique qu'il devait troquer bientôt pour la Marine, Gauthier (de l'Aude) ayant remis sa démission.

Messimy était pourvu du poste le plus périlleux, la guerre. Brave garçon, intelligent, mais d'une vie privée déplorable. Il était déjà l'amant de la fameuse danseuse Mata Hari qui fut depuis fusillée comme espionne.

Le ministère était ainsi composé (ce fut celui qui supporta la déclaration de guerre) :

Viviani : président du Conseil/ Affaires étrangères

Abel Ferry : sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères

Malvy : Intérieur

Jacquier : sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur

Noulens : Travaux publics

Gauthier : Marine

Ajam : sous-secrétaire d'Etat à la Marine marchande

Messimy : Guerre

Lauraine : sous-secrétaire d'Etat à la Guerre

Thomson : Commerce

Augagneur : Instruction publique

Fernand-David : Agriculture

Maurice Couyba : Travail

Maurice Raynaud : Colonies

Dalimier : sous-secrétaire d'Etat aux Beaux-arts.

De tous ces ministres il n'en est encore (1930) morts que deux, Raynaud et Abel Ferry. Raynaud, ancien avoué à Paris et fort riche, avait dû son ministère à sa bonne cuisine. C'est elle qui sans doute a précipité sa fin. C'était du reste un honnête homme, très droit, très consciencieux et bienveillant. Abel Ferry était le propre neveu de Jules Ferry et c'était cette origine qu'il avait mise en avant, car il était médiocre avec beaucoup de suffisance. Grand caractère et grande conscience, il est mort pendant la guerre victime de son devoir.

Le ministère Viviani – La Guerre

Dès le début, j'eus une petite joie, celle de voir Charles Guerrier obligé de me restituer mon tablier. Ce fut du plus haut comique. J'avais dit à Guerrier : « *A quoi bon cette formalité ?* ». Il me répondit avec hauteur : « *J'y tiens !* ». Il me fit une allocution et sortit impérialement. Quand la porte fut close, je dis en riant mes collaborateurs : « *Et maintenant, nous allons nous reposer !* ». On s'amusa bien ; en deux jours, Guerrier avait trouvé le moyen d'indisposer tout le personnel par sa vanité outrecuidante !

Hélas ! Ma joie ne dura pas longtemps. Vers le 15 juin, André Hesse m'avait invité à déjeuner chez lui avec Thomson, 73 rue de Wagram. Je sortis de chez moi le matin en prévenant ma femme que je rentrerais seulement pour le dîner. J'avais un peu de migraine et à midi je pris un cachet d'aspirine. Lorsque j'arrivais chez Hesse, je me sentis fiévreux et ne pus rien manger. Je supportai péniblement le déjeuner et je rentrai chez moi pour me coucher. Ma fièvre augmentant, ma femme fit venir un médecin, mon vieil ami, le docteur Edmond Gény, qui diagnostiqua une fièvre typhoïde et demanda immédiatement en consultation le professeur Legry. Mon état devint rapidement très grave. Alarmés, mes collaborateurs se partagèrent la direction des services et cachèrent le plus qu'ils purent à la présidence du Conseil la gravité de la situation. Chaque soir, Girault ou Dassier m'apportait à signer ce qui était indispensable.

Au bout de 15 jours, j'allais mieux et je pus me rendre à Conneré où Breteau continua de me soigner. Pendant ce temps, le contrôleur général Lespéron, d'accord avec le ministère, prit la direction de la marine marchande. Au 14 juillet, je commis des imprudences, je m'alimentai trop tôt et me voilà retombé gravement. Pendant ce temps, les événements se précipitaient : voyage de Poincaré et de Viviani, en Russie, attentat de Sarajevo, ultimatum de l'Autriche, mobilisation russe, puis... la guerre.

Ici je laisse parler les historiens. Je ne puis apporter que ce témoignage officiel : « *En juin, personne au ministère français ne prévoyait la guerre et, s'il y avait eu le moindre soupçon, jamais le Conseil n'aurait autorisé le voyage officiel en Russie ! Sur 40 millions de Français militaires ou civils il n'y en avait pas un seul à désirer la guerre !* ».

Je me suis livré depuis à une enquête sérieuse, j'ai lu les documents et les mémoires. Je résume brutalement mon opinion en disant : Guillaume II ne tenait pas à la guerre, c'est l'Autriche qu'il a criminellement provoquée, c'est le comte Berchtold qui est le criminel. Il paraît certain que l'Allemagne voulait patiemment s'étendre vers l'Asie mineure à travers l'Autriche, les pays slaves et la Turquie. Mais, sans l'ambition démesurée de Berchtold, cela pouvait attendre 15 ou 20 ans ! Et, alors, on ne sait jamais ! Pour la France, la guerre a été un coup de foudre ! J'ai plus tard retrouvé mon opinion dans les mémoires de M. Sazonov et je place ici ce que j'ai écrit dans *La Dépêche de Toulouse* à cette occasion :

L'Angleterre s'abstint de faire la déclaration que nous lui demandions et qui aurait apporté la clarté indispensable dans la situation trouble et dangereuse créée par les Empires centraux. »

On peut dire qu'aujourd'hui l'histoire de l'origine de la guerre est burinée d'une façon définitive à l'aide de témoignages précis et concordants. Il semble impossible que les publicistes allemands, je parle des mieux intentionnés à l'égard de la France, tels que MM. Arnold Rechberg et Kloenne, puissent actuellement demander la moindre rectification dans le texte qui a été signé par leurs mandataires en présence de MM. Wilson et Clemenceau.

Si l'Allemagne veut exiger des amendements au traité, elle devra s'appuyer sur d'autres motifs. J'ai dans l'idée que l'adoucissement des relations pourra se faire sentir le jour seulement où les Etats-Unis voudront bien admettre que les droits de la France vis-à-vis de l'Allemagne ne pourront pas être abandonnés avant que les Américains n'aient fait eux-mêmes table rase de leurs propres prétentions. La paix durable ne peut sortir que d'une liquidation générale.

Maurice AJAM.

Les Mémoires de M. Sazonow, l'ancien ministre russe des affaires étrangères, que publie en ce moment *la Revue des Deux Mondes*, sont tout de même de nature à ouvrir les yeux des gens les plus prévenus. Ces mémoires ne sont pas seulement accompagnés d'une documentation précise, mais par eux-mêmes ils respirent la bonne foi. Il n'y a pas un seul des ministres et des sous-secrétaires d'Etat de juillet 1914 qui ne soit capable de souligner et de confirmer la thèse de M. Sazonow.

A vrai dire, elle atténue quelque peu la responsabilité de Guillaume II en ce sens que, si le kaiser mérite toujours la potence qui lui avait été promise par M. Lloyd George, il y a eu il y avait en Autriche quelques autres criminels que le supplice du pal ne pouvait assez punir. A la tête de ces misérables il faut carrément placer le comte Berchtold. Au moment où cet homme d'Etat, dont aucune épithète ne pourrait suffisamment qualifier l'infamie, a pris la responsabilité de l'ultimatum à la Serbie, il est incontestable que la politique traditionnelle du cabinet de Berlin visait la formation d'une sorte d'écharpe germanique enveloppant l'Europe centrale depuis Hambourg jusqu'à Constantinople. Sur la route qui conduisait de la mer du Nord à la Méditerranée, la Serbie devait devenir une terre serve et c'est bien à l'Autriche qu'avait été dévolue la tâche dont l'aboutissement était la vassalité balkanique.

Toutefois il n'apparaît pas que le gouvernement allemand fût décidé à accomplir ce gigantesque programme du jour au lendemain. Il lui demeure la responsabilité d'avoir accumulé les matériaux de l'incendie, mais c'est le gouvernement autrichien qui a allumé le feu.

Ne mettons pas trop en cause le pauvre François-Joseph, qui était depuis longtemps en état de parfait gâtisme; il suffit d'affirmer que ses conseillers ont, de propos délibéré, provoqué le carnage où tant de millions de jeunes hommes devaient trouver une mort prématurée. C'est systématiquement que le cabinet de Vienne a rédigé cette formule draconienne qu'aucune nation ayant le souci de sa dignité ne pouvait accepter. Il est maintenant établi d'une

façon définitive que le cabinet obéissant aux suggestions de Russie, a tout fait pour éviter catastrophe et qu'il s'est même aux plus dures humiliations. L'impensabilité du cabinet allemand que de deuxième plan. Elle dépendait formidable. L'empereur allemand et sa clique n'ont pas seulement résisté aux efforts qui furent faits par l'empereur Nicolas pour le gouvernement russe pour les empêcher de jeter une douche d'eau glacée sur l'excitation autrichienne, l'Allemagne a encore refusé d'accepter les conditions d'un roi qui devait être d'un moins suspect vis-à-vis d'elles que c'était un Hohenzollern, le roi de Roumanie.

Maintenant, on ne saurait sous le boisseau les dernières intentions de M. Sazonow en ce qui concerne la responsabilité morale de la terre et surtout de son ambassadeur en Russie, sir George Buchanan. Avant même de consulter son gouvernement et dès que le ministre lui demanda une intervention politique, qui était capable d'intervenir, l'ambassadeur allemand répondit que les intérêts de la terre étaient insignifiants en comparaison d'une guerre motivée par une fonction serbe ne serait jamais par l'opinion publique en Bretagne. Et lorsqu'il se contenta de référer à M. Asquith, le cabinet anglais est nettement vaincu d'être demeuré dans une lution des plus fâcheuses. Mais, a si bien compris sa faute qu'il a efforcé, dans ses Mémoires, de disculper en disant qu'au point de vue des choses, une menace de la Grande-Bretagne n'aurait pu décider l'Allemagne et l'Autriche à quitter le chemin qu'ils avaient choisi.

A quoi M. Sazonow répondrait sans raison, qu'en 1911 l'intention du gouvernement anglais était de faire la France et l'Autriche avait eu des résultats salutaires.

« Le refus du gouvernement allemand de faire une démarche décisive de l'ancien ministre russe, en ce qui concerne l'Autriche, est d'angoissant était d'autant plus difficile à comprendre que, ni en France ni en Russie, n'aurait pu douter des efforts de l'Allemagne pour prévenir la guerre européenne.

J'ai écrit cet article en 1928. Ma thèse, qui est la seule vraie, a été confirmée, autant qu'il était possible de l'être sous une plume allemande, par Emile Ludwig, dans son

livre Juillet 1914, dont la traduction a paru en 1930, chez Payot, éditeur, 106 boulevard Saint-Germain.

Le cauchemar

J'ai, dans un autre cahier qui doit former un chapitre spécial de ces mémoires, retracé tout ce qui avait trait à mon fils, Pierre Ajam. Je n'ai donc pas à me répéter ici. La semaine qui s'est écoulée du 27 juillet au 3 août a été pour moi un cauchemar ou plutôt un abrutissement. Je n'ai rien entendu ou vu qu'à travers un brouillard, à travers la trépidation de la rue.

On me couchait, rue Bouchut, tantôt dans ma chambre qui était sur la rue, tantôt sur la chambre de derrière qui était sur la cour. Le docteur Breteau et ma femme m'avaient ramené à Paris à demi-mort. Ma femme fut admirable de dévouement et je lui dois la vie. Breteau m'avait mal soigné, il n'avait pas aperçu la gravité de mon cas et, au moment où je faisais toujours de la fièvre, il m'avait emmené pêcher la truite à Thorigné. C'était fou ! De plus, il m'avait engagé à m'alimenter, ce dont Gény lui fit de cruels reproches. Il ne me quitta pas, mais il tenait à ma vie parce qu'il avait pointé dessus.

La femme Caillaux venait d'être scandaleusement acquittée, mais Caillaux était moralement fichu. Je vais être conduit à examiner profondément la psychologie de ce couple atroce.

Quelques mots encore sur mon état : je me souviens de très peu de choses. J'entendais au dehors les régiments qui défilaient avenue de Breteuil aux accents de la marche de Sambre et Meuse. Les objets que j'apercevais au dehors revêtaient une forme fantastique ; le chapiteau d'un balcon voisin m'apparaissait comme une tête de guerrier romain sculpté dans la pierre et je croyais voir ses yeux qui me regardaient.

Mon fils, mobilisé au Mans, vint me faire ses adieux. Il m'embrassa sur le front en me disant : « *Mon pauvre papa, nous allons reprendre l'Alsace !* ». Je le voyais, lui aussi, à travers un nuage. Il partait le soir même pour la Sarthe. Il eut pu attendre 24 heures encore mais il redoutait les larmes du départ. Ma pauvre femme ! Prise entre son mari qui allait mourir et son fils qui se dirigeait aussi vers la mort. Mon état était si désespéré que le docteur Géry qui m'aimait beaucoup, pleurait à chaudes larmes.

Deux jours après, la fièvre tombait et j'étais au conseil des ministres, le 7 août, faible et décollé mais sur pieds. Augagneur qui venait d'être nommé ministre de la Marine me dit : « *Mon pauvre Ajam, je ne pourrai pas vous conserver à la Marine marchande ; il faut aller vous reposer. Mais vous n'aurez pas de successeur. Je prendrai le service !* ». Le 27 août, il fut débarqué comme moi-même et c'est un amiral qui prit la fonction. J'ai assisté seulement aux quatre ou cinq premiers conseils de la guerre. J'ai vu Poincaré désespérant de l'intervention anglaise. Puis, j'ai vu la figure que font les membres d'un gouvernement quand ils apprennent les premières défaites. J'ai vu Messimy venir au Conseil en pantalon et veston de toile kaki pour dire : « *Tout est perdu* ». Messimy a été un brave général pendant la guerre, mais, comme ministre, il était en dessous de tout. La prise de Maubeuge l'avait affolé ; il voulait faire fusiller des généraux qui, depuis, ont rendu de grands services. Heureusement que Joffre a toujours fait preuve d'un sang-froid extraordinaire. Poincaré était admirable, lui aussi. Il n'a jamais désespéré de rien.

Je n'ai eu à accomplir qu'un geste terrible : j'ai signé le décret qui mobilisait les marins du commerce et qui, hélas, envoyait mourir héroïquement sur l'Yser tant de milliers de braves jeunes hommes !

Le 27, Poincaré débarquait la plupart de ses ministres et faisait le ministère Briand avec Delcassé aux Affaires étrangères, Millerand à la Guerre, Doumergue aux Colonies. Dans son V^e volume de souvenirs, Poincaré a très fidèlement rappelé ces souvenirs auxquels je puis apporter mon modeste témoignage. Je lui ai signalé cependant qu'aux pages 182 et 183, il avait commis des erreurs infinitésimales, en disant qu'au mois d'août, Doumergue était encore ministre des Affaires étrangères, Viviani étant président du Conseil sans portefeuille, alors que, de juin au 27 août, Doumergue fut hors du ministère, Viviani étant bel et bien titulaire des Affaires du quai d'Orsay. De même Poincaré a placé un Camille Chautemps dans l'éphémère ministère Ribot (de juin), alors qu'il s'agissait du père Emile Chautemps.

Ici, Poincaré a rectifié lui-même (5 janvier 1930) :

5. 1. 30

SÉNAT

Je vous remercie, mon cher
ancien collègue, de vos
vœux et je vous envoie tous
les vœux.

Je suis la touche du son
avec lequel vous avez lu
mes discours le 10. Mais, si
je ne suis touché en la présence
de M. Chateaufort, je n'ai pas
eu, bien entendu, que le ministre
de la marine du ministère
Ribot fut le député de votre
arrondissement. Je l'ai au contraire
l'un et l'autre pour un laps
confondus.

D'autre part, il est bien vrai,

Comme sur le 27, que M. Donnay
avait abandonné les affaires étrangères
à M. Ribot qui les avait prises
à Viviani. Mais, à la déclara-
tion de guerre, Viviani a, comme
je l'ai expliqué, renoncé à ce
participation pour se consacrer exclu-
sivement à la Résidence de l'Empire
et M. Donnay est resté
au quai d'Orsay jusqu'au 26
avril, jour où il a consenti
à prendre la colonne pour la partie
de l'Empire les affaires étrangères.
J'ai vécu cette partie d'événements
vieux et je n'ai ni eu occasion
de ne pas les rapporter spontanément
Croyez à mes sentiments
dévoués.

D. Poincaré

Mes respects et les vœux de
ma femme - Madame Ajam.

Et Caillaux ?

Pendant cette période troublée, que devenait Caillaux ? Avant le procès, il avait eu l'audace de venir trouver Poincaré (voir le IV^e volume des souvenirs) pour lui demander un garde des sceaux capable de provoquer l'acquiescement de sa femme. Il débâtait contre Calmette assassiné ! Le procès fut conduit d'une façon éhontée par des magistrats transis de peur en présence d'un jury trié ! L'acquiescement fut une honte nationale !

Le lendemain, un demi-fou assassinait Jaurès. J'ai toujours admiré le génie oratoire de Jaurès mais j'ai méprisé son caractère. Il y avait en lui de l'ascète et du cabotin, du timide et du mégalomane. Il n'a jamais eu le sentiment national. Au point de vue de la France, sa mort a été un aussi grand bienfait que celle de Clemenceau eut été un désastre. Notez bien que je n'ai aimé aucun de ces deux hommes qui étaient l'antithèse l'un de l'autre. Jaurès était aussi capon que Clemenceau était bravache. Là-dessus, le témoignage de Gérauld-Richard est éclatant.

J'ai conservé cette intime conviction que, si Jaurès avait vécu, il aurait entraîné le Parlement, grâce à son éloquence, dans la voie du défaitisme le plus absolu ; il eut coupé les jarrets de la France. Nous étions fichus !

Revenons à Caillaux. Dès le lendemain de l'acquittement, il voulut braver l'opinion publique ; il osa déjeuner avec sa femme au restaurant Larue. En sortant, ils faillirent être écharpés. Ils ne durent leur salut qu'à mon secrétaire Dassier qui héla un taxi et les fourra dedans ! La même aventure leur arriva plus tard à Vichy.

Caillaux est avant tout un inconscient et c'est ce qui fait le support de son audace. Il est comme l'enfant de 3 ans qui fait pipi dans la rue. La pudeur lui est inconnue. Sa situation militaire officielle, à raison de sa qualité d'inspecteur des finances, était celle de trésorier aux armées, ce qui l'assimilait au grade de colonel. Il se fit faire un uniforme flamboyant et il se promenait dans les rues, même à Mamers, en obligeant les soldats à le saluer. Il leur faisait faire demi-tour ! On l'envoya du côté de Dunkerque. Ce n'était pas un lâche et il eut facilement été aux avant-postes, mais, une fois là-bas, il entreprit de donner des conseils aux généraux et sur quel ton ! Joffre, pour s'en débarrasser, lui flanqua quinze jours d'arrêt. Cela s'ajouta, dans l'esprit rancunier de Caillaux, aux griefs antimilitaristes qu'il avait déjà accumulés.

Il est difficile de donner une idée des discours qu'il me tint à Breteau et à moi, la première fois que nous le rencontrâmes : « *Les chefs étaient des imbéciles, n'ayant rien prévu, tout allait de travers, il fallait se soumettre immédiatement et faire la paix à n'importe quel prix ; les anglais étaient des imbéciles. Les officiers martyrisaient les soldats originaires de la Sarthe parce qu'ils étaient des amis de Caillaux ! Poincaré avait voulu la guerre ; l'Allemagne avait eu raison de se défendre* ». Bref, il sortait déjà tout l'arsenal de la canaille du *Bonnet rouge* dont il fut longtemps l'animateur !

Nous avions alors comme préfet de la Sarthe, un ancien chef de cabinet d'Augagneur, Pierre Bordès, dont les opinions radicales n'étaient pas suspectes. Eh bien ! Il était écœuré ! Comme nous revenions un jour de la Ferté-Bernard dans le même train, il fit de force rentrer Caillaux du couloir dans le compartiment en lui disant : « *Voyons, Président, vous allez nous faire arrêter !* », ceci en octobre 1914.

Je suis l'un des hommes qui ont approché de plus près ce curieux phénomène pendant plus de vingt années et je m'efforce, chaque fois que je l'analyse, d'ajouter quelque trait au tableau que j'ai largement brossé dans mon VI^e cahier. Caillaux était capable de tout, même du bien. Il portait la marque de l'enseignement jésuitique à raison de ceci qu'il était homme de mémoire et non de personnalité. Il n'agissait jamais que d'après un livre ou d'après un

conseil. Il était toujours ballotté. Une des meilleures psychologies qu'on ait esquissées de lui (en 1928) est celle que Georges Suarès a tracée dans son célèbre opuscule *De Poincaré à Poincaré*. Suarès a travaillé sur des renseignements sûrs fournis par Poincaré, Painlevé et Herriot.

Caillaux, sans le coup de revolver, aurait été un homme tout autre. Le déclassement de sa femme le déclassa lui-même et le porta vers la tourbe socialiste et anarchiste qui seule pouvait l'acclamer. Je dirai tout à l'heure ce que je sais de cette tourbe qui envahit le cabinet de Malvy. Sans l'infamie de sa moitié (qu'il ne pouvait déceimment renier et pour laquelle il eut, un moment, l'air de se sacrifier), Caillaux appelé au ministère des Finances à la fin du mois d'août, aurait pu y faire bonne figure. Qui sait ? Il serait peut être devenu un ministre patriote ! Il n'aurait pas eu d'intérêt à frayer avec la clique d'Almereyda.

Mais à quoi bon ergoter ? L'irréparable avait été accompli. La conclusion est qu'il vaut peut-être mieux pour la France que Caillaux n'ait pas été puissant pendant la guerre. A la commission des finances où il rentra plus tard avant son arrestation, il ne joua qu'un rôle de second plan.

Dès que le ministère Briand-Millerand-Viviani fut formé, Caillaux tourna comme un fauve en cage. Il ne pouvait pas se rapprocher de Clemenceau qui le détestait, il entra dans la petite bande des parlementaires qui, furieux d'avoir été mis en congé, exigeaient la convocation immédiate des Chambres.

Clemenceau

Un mot sur Clemenceau. Il m'avait pris, à *La France*, mon secrétaire de rédaction, François-Albert, exempté de service comme avorton et il menait un train du diable contre Poincaré. J'exprime ici ma franche opinion, bien que Poincaré soit pour moi un héros, il a eu tort de ne pas confier la présidence du Conseil à Clemenceau. Il est vrai que le Tigre n'avait que des ennemis dans le monde politique, mais il était vraiment l'homme de la situation. Dans le tome V de ses souvenirs, Poincaré a vainement cherché à se disculper de cette faute, en écrivant qu'il envisageait déjà Clemenceau comme une réserve. C'est un enfantillage ! La vérité est qu'on a offert du bout des doigts un portefeuille au grand patriote et qu'on avait peur de lui. Pourtant ses défauts mêmes le servaient et il eut mené la guerre tambour battant. Oui, Poincaré et ses amis ont commis là une grande faute. Pendant deux ans, Clemenceau a été une gêne au lieu d'être une utilité précieuse. J'avoue d'ailleurs qu'il s'est rendu parfaitement insupportable jusqu'au jour où il fallut l'employer comme dernière cartouche.

Avec Caillaux, on fit moins d'embarras. On lui fit comprendre qu'il devait disparaître et le ministre du Commerce Thomson fut chargé de lui donner une vague mission au Brésil et en Argentine. Il y fut du reste déplorable et il contribua à nous annihiler la sympathie des Américains du sud. Il lui arriva des aventures ridicules. Ainsi, à Rio de Janeiro, en visitant un institut médical, il trouva le moyen de se faire piquer par un serpent qui n'a jamais piqué personne et que l'on considère comme presque inoffensif. Or, ce serpent s'appelle Kuku. Malgré les horreurs de la guerre, cette aventure fit rire toute l'Amérique. On servit, bien entendu, à Caillaux la fameuse épigramme « *Ce fut le serpent qui creva !* ». C'est au cours de

ses voyages en Amérique et ensuite en Italie que Caillaux bafouilla ses invraisemblables bavardages qui firent tant de mal à notre pays. Il le fit d'ailleurs inconsciemment, uniquement poussé par la rage de se mettre en avant.

A Bordeaux

Le ministère d'août étant liquidé, je n'avais plus rien à faire à Paris et je retournai au Mans avec ma femme en automobile. Un jour, M. Etienne Pierre, le secrétaire général de la Chambre, me faisait remarquer que, juridiquement, je n'avais jamais donné ma démission de sous-secrétaire d'État et que je n'avais jamais été remplacé. L'Officiel n'a jamais contenu quoi que ce soit à cet égard. J'aurais pu réclamer mon traitement depuis le jour où on me l'a payé pour la dernière fois jusqu'au jour où Nail m'a effectivement remplacé deux ans après ! Cela n'eut pas été banal !

Dans ses mémoires, Poincaré a noté les hésitations que le ministère éprouva lorsque le général Joffre, en présence de l'avance allemande, invita le gouvernement à quitter la capitale. Comme effet moral, c'était terrible, mais Joffre pensait que la présence des pouvoirs politiques à Paris constituait pour les Allemands un trop bel appât. Au fond, les ministres ne demandaient qu'à s'en aller. La plupart des gens que l'on rencontrait à ce moment-là étaient convaincus que les Boches allaient tomber sur Paris dont ils n'étaient plus éloignés que de cinquante kilomètres. On fuyait sur toutes les routes et l'on peut dire que toute famille possédant une automobile a pris le volant pour se diriger vers l'ouest ou le sud. La population parisienne ne paraît pas avoir manifesté un trouble extrême, malgré la venue de quelques avions qui tuèrent un certain nombre de personnes dont une petite fille. Le trac a surtout envahi les bourgeois. Poincaré se montre assez naïf dans son cinquième volume. Les pages qu'il a écrites se résument ainsi : « *Ah ! Si nous avions su exactement ce qui se passait au fond, nous n'aurions pas décampé !* ». On peut dire que le miracle du retournement de la Marne a été l'œuvre des Allemands eux-mêmes. Si Von Kluck n'avait pas eu l'idée (si heureuse pour nous) de tourner vers l'est, parce qu'il croyait encercler une partie de notre armée, je crois bien que la guerre était perdue. Je ne vois pas du tout Joffre bataillant derrière la Seine, et derrière Paris aux mains des Boches ! J'ai connu Joffre bien avant la guerre pour un militaire très endormi. J'avais été un jour le solliciter pour mon ami, le colonel Maucorps (mort général) et j'avais dit à Maucorps que son chef m'avait semblé abruti, chose qui n'a pas paru du tout étonner Maucorps. Eh bien ! C'est cette inertie même qui nous a sauvés ! Joffre a été le contrepoids de son bouillant et nerveux état-major. Nos désastres l'ont trouvé insensible et il a opéré, rien qu'avec du gros bon sens, sans tenir compte d'aucune excitation nerveuse. L'homme d'action, dans cette affaire, a été Gallieni que j'ai beaucoup connu aussi (par Doumer et Klotz) et qui vraiment était un grand général avec des antennes. Je n'étais plus à Paris quand mon fils est revenu à Asnières avec le IV^e corps. C'est là que le général Boëlle, dont il était le secrétaire interprète, lui a accroché son épaulette de sous-lieutenant (voir le cahier spécial). Je me suis soigné au Mans pendant quelques jours. Puis, tous les députés ont reçu une lettre les invitant à aller à Bordeaux où la chambre pouvait être convoquée d'un instant à l'autre. À ce moment, j'étais sans-domicile à Paris. Nous allions abandonner notre appartement et nos meubles étaient au garde-meuble Bedel.

Je n'avais rien à faire au Mans où je ne pouvais récolter que des ennemis. Ma femme était en sûreté auprès de ses enfants. Mon état de santé était suffisant pour me permettre un déplacement. Je résolus d'aller retrouver le gouvernement à Bordeaux. Plusieurs raisons personnelles me déterminaient. D'abord, le souci de ma situation matérielle. La direction du journal *La France* m'avait, pendant ma carrière ministérielle, maintenu mon traitement de quinze cent francs par mois, ce qui m'était indispensable. En effet, mes rentes étaient minces et mon traitement de sous-secrétaire d'État ne m'avait donné que 25.000 francs par an, y compris le traitement de député. C'était la famine. Avec la guerre, Putz avait été mobilisé à Pontoise (dans le service de santé) et sa feuille avait cessé de paraître. Le seul journal où je fusse demeuré rédacteur était justement *La Petite Gironde* dont le siège social était à Bordeaux. Il me fallait une entente avec le directeur, M. Marcel Gounouilhou. Je me devais aussi aux membres de mon cabinet qui demeuraient sans emploi. Pinsard était rentré aux PTT. Il devait d'ailleurs être mobilisé au 8^e régiment du génie. Dassier voulait une recette des finances et Pierre Gillet une sous-préfecture.

Ma femme était disposée à venir avec moi, mais je ne me souciais pas de la faire vivre à l'hôtel ; je reculais devant les frais. En réalité, elle était au Mans plus près de notre cher enfant qui combattait dans la Somme. De plus, les conditions des voyages étaient atroces. Il fallait 24 heures pour aller de Paris à Bordeaux, dans des trains bondés de soldats allant au front, en revenant, blessés ! Je partis donc vers le 15 septembre. Je visitais là-bas les ministres et je rentrais à *La Petite Gironde* avec des appointements sérieux. J'eus la grande satisfaction de faire nommer Pierre Dassier receveur des finances à Saint-Calais et Pierre Gillet sous-préfet à Saint-Amand (Cher). J'avais loué une chambre confortable, une judaïque chez un employé des postes nommé Ranouil. J'étais tout près de l'Alhambra, music-hall qui était théoriquement devenu la Chambre des députés. Le Sénat a été placé dans un autre music-hall. Tous les services de la Questure avaient été transportés à Bordeaux. Je fus aimablement reçu par Poincaré qui me remercia d'être venu m'installer à Bordeaux. Malvy fut aussi très accueillant. Il était là avec sa maîtresse Nelly Béryl. Tout ce qu'on m'a raconté sur la vie à Bordeaux était au-dessous de la réalité. Jamais on n'a vu si scandaleuse cohue. Tous les autobus de Paris étaient là. Cabotins et cabotines tenaient le haut du pavé. On ne pouvait avoir une table au Chapon fin. Le vin de champagne coulait à flots. On rencontrait surtout les députés mobilisés. C'était un chahut extraordinaire. Et pendant ce temps, les Français étaient menacés au front par dizaines de mille. Pour dire vrai, beaucoup de parlementaires ont fait leur devoir d'un bout à l'autre de la guerre, ainsi Driant, Messimy, ce pauvre Gaston Dumesnil, député d'Angers, Maginot. Mais combien d'autres se sont dérobés dès qu'ils ont pu, René Bernard, Charles Leboucq, Justin Godart, Benazet, etc... ? J'ai fait connaissance avec une foule de gens dans ce microcosme. Les ministres regrettaient de s'être en allés de Paris si tôt, car la bataille de la Marne avait complètement dégagé la capitale et les Parisiens demeurés là-bas les traitaient de francs fileurs. Chargé par *La Petite Gironde* d'une enquête sur les transports, je visitais à l'hôtel Terminus où il était installé le colonel (depuis général) Gassouin. Ce remarquable organisateur qu'on a un peu oublié a été, avec Joffre, un des grands sénateurs de la France pendant cette première partie de la guerre. Il avait dans la main tous les transports et il s'est tiré à merveille de cette tâche ingrate. Il était passé maître dans l'art des

rocodes, opérations militaires ayant pour but de tromper l'ennemi en faisant rapidement passer des troupes d'un bout à l'autre du front.

Je n'ai guère eu à Bordeaux le temps de m'ennuyer. Je déjeunais souvent avec mon ami Henri Estier, l'armateur, et chaque jour je voyais des figures nouvelles. Chaque ministre avait une maîtresse dans le sérail de la Comédie-Française. M^{lle} Piérat était officiellement collée avec Viviani, Cerny avec Briand, toutes avec Augagneur l'intrépide abatteur de bois. Seul, je crois bien, Millerand était chaste. Mais il n'était pas le moins bourru. Quel ours ! Il a eu le mérite de ne pas embêter les généraux, mais il a été bien entêté dans l'histoire des fabrications d'artillerie lourde. Il croyait, comme beaucoup, que la guerre serait courte et qu'il était inutile de construire de gros canons. Ce fut l'erreur de son conseiller technique, le général Baquet.

Tous les députés commençaient à tripoter plus ou moins. Ce fut le commencement de ces histoires de marchés qui ont conduit en prison quelques-uns des plus malhabiles. Toute guerre d'ailleurs a pour résultat de mettre en évidence des héros et d'abaisser la moralité générale à l'arrière. Vers le début d'octobre, il était déjà question de ramener le gouvernement à Paris. Je préparais mes paquets lorsque je fus frappé par un coup de foudre.

Le cinq octobre, le préfet de la Gironde, M. Olivier Bascon me pria de passer à la préfecture et m'apprenait que mon fils était gravement blessé dans les environs de Roye (voir le chapitre spécial consacré à P. Ajam, on pourra l'insérer ici). Je télégraphiai à ma femme et pris le premier train pour Paris où j'arrivai la nuit. À la première heure, je courus au Palais-Bourbon. La première personne que je rencontrai fut mon brave huissier Savary (qui devait perdre son fils quinze jours plus tard). Il me dit : « *Ayez du courage, M. Ajam, votre fils est mort* ». Je demeurai hébété, incapable de verser une larme et je courus au Mans où je trouvai ma femme éperdue et ma famille en deuil. Ai-je besoin de dire que ce furent les heures les plus cruelles de ma vie.

Retour à Paris 1914.

Je ne passai que quelques semaines au Mans. Les soucis de la vie matérielle et la convocation du Parlement devaient me ramener à Paris. J'étais très peu dans ma circonscription et j'y étais assez froidement accueilli. Pendant toute la guerre, je me bornai à distribuer quelque secours et à visiter les centres de blessés qui avaient été créés à Château-du-Loir, à La Chartre, à Saint-Calais, à Bouloire. Les adversaires politiques et même mes amis me reprochaient de n'avoir prévu la guerre ! Cette légende était insensée mais me causait beaucoup de tort. On considérait Caillaux, d'Estournelles et moi (Laroche était mort) comme des germanophiles. Pour d'Estournelles, c'était exact ! L'imbécile s'était vanté de son amitié avec Guillaume II dont il exhibait la photographie dans son salon de Clermont-Créans. Ayant épousé une allemande américanisée, il tenait de près aux mauvais américains, à ces wilsoniens qui retardaient le plus qu'ils purent l'arrivée de leurs compatriotes sur le champ de bataille. Les conservateurs nationalistes avaient beau jeu contre nous !

Mon retour à Paris fut facilité par une complaisance de Pierre Gillet que j'avais fait nommer sous-préfet à Saint-Amand-Montrond. Il avait une petite garçonnière au rez-de-

chaussée 34 rue La Fontaine ; il la mit à ma disposition. La situation était trop incertaine pour que je puisse reprendre un domicile à Paris, car les Allemands étaient à Noyon et on ne savait pas si le front serait consolidé. D'autre part, il me fallait me procurer des ressources, car nous vivions dans la plus grande incertitude. Mon gendre avait été réformé pour cause de faiblesse de constitution (son frère devait mourir tuberculeux) et sa santé était une de mes grosses inquiétudes. Nous redoutions toujours, sinon de le voir envoyer au front, au moins de le voir incorporer dans une formation de l'intendance. Il fut trois fois soumis à un conseil de révision et heureusement trois fois refusé. Je crois que le conseil tenait compte aussi de ce que mon fils avait été tué au champ d'honneur.

Je ne voudrais pas traiter ici à fond la question des embusqués, mais j'ai vu des scandales répugnants. Ainsi, mon fils avait comme camarade sous-officier dans sa compagnie au début de la guerre, un nommé Lucas, qui était le gendre de mon ami d'enfance Georges Dalmagne. Ce Lucas était un gros garçon, une sorte d'athlète, il exerçait au Mans la profession de marchand de confections et était dans une belle situation de fortune. Au départ de sa classe, il disait cyniquement à tous ceux qui voulaient l'entendre : « *Je paierai ce qu'il faudra pour sauver ma peau* ». Dès son arrivée au front, il trouva le moyen de se faire placer au service de l'arrière. Nommé vaguemestre, il jetait les lettres dans les fossés pour ne pas aller sous les obus. Finalement, il trouva une occasion pour se faire renvoyer au Mans où il se fit porter malade. On le voyait toutes les nuits dans les cafés avec des femmes, en compagnie de médecins militaires ! Écœuré et ulcéré, j'eus l'imprudence de signaler discrètement cette situation au général de réserve qui commandait au Mans. C'était un franc-maçon et un imbécile. Il dénonça la dénonciation à Dalmagne, le beau-père de Lucas, qui m'en voulut à mort et usa de l'influence de Caillaux pour faire verser son gendre dans l'intendance à Nantes. Dès lors, la vie militaire ne fut plus pour le jeune Lucas qu'une bombance. Il conserva la gestion de son fonds de commerce, traita des marchés et gagna de grosses sommes d'argent. Les voisins commencèrent par crier, puis tout cela se tassa, on dit de Lucas : « *C'est un malin !* ». On l'admira et, depuis la guerre, il vit entouré de la considération générale. Dalmagne ne m'a jamais pardonné, il est devenu mon ennemi politique, m'a calomnié et a été l'un des auteurs de ma disgrâce électorale !

Anecdote Coutard. J'ai un certain remords à le proclamer. Par faiblesse et pour éviter une aventure pareille à celle de Dalmagne-Lucas, je suis intervenu pour sauver la peau du fils d'un de mes amis de Bouloire, René Coutard. Le docteur Breteau voulait marier sa fille qui était sans dot au fils de M. Coutard, conseiller d'arrondissement et riche propriétaire. Ce René Coutard était un brave garçon qui avait été le camarade d'école de mon fils. Un colosse, capitaine de l'équipe de football. J'ai eu un mal du diable à le caser dans le service des conseils de guerre. On a fini par l'envoyer à Salonique, mais il ne fut jamais en danger et nous lui avons fait passer les deux dernières années de la guerre dans les bureaux. Il épousa Melle Breteau et la reconnaissance de Breteau s'est manifestée par une campagne de calomnies contre moi. C'est ce misérable chafouin qui me devait tout qui m'a chassé du conseil général et qui m'a battu au Sénat, avec la complicité de Caillaux et de Dalmagne ! J'avais du reste contribué de la même manière à éloigner du front le jeune Jean Montigny que j'ai fait entrer à l'école de Fontainebleau pendant la période la plus périlleuse de la guerre. Or, je n'ai jamais

eu d'ennemis plus perfides que ce jeune homme. Nous verrons cette histoire plus tard. Revenons à Paris. Pierre Dassier qui n'était pas mobilisé avait conservé au journal *La France* une vie végétative. Il le faisait paraître de temps à autres sur une seule feuille. Il avait à côté de lui un de mes anciens secrétaires, Léon Vaudecrane, qui avait su se débrouiller, était devenu sténographe de M. Claveille, le directeur des chemins de fer de l'État et s'était fait mobiliser à la gare Saint-Lazare ! Encore un joli scandale ! Ces 6000 très jeunes employés qui étaient mobilisés comme cheminots ! Alors que de vieux cheminots faisaient le service du front ! Vaudecrane se contentait de recevoir au journal 100 francs par mois. Le directeur André Putz était infirmier dans un hôpital militaire à Saint-Ouen-l'Aumône, près de Pontoise. J'allai le voir. Il me dit : « *Mon cher député, vous pouvez me faire démobiliser, car j'ai mauvaise santé. Vous êtes très bien avec Doumer et Klotz qui sont devenus les collaborateurs intimes du général Gallieni. Allez aux Invalides, voyez les, exposez mon cas et je suis convaincu que vous me tirerez de cette servitude dans laquelle je joue un rôle de paresseux. Libéré, je reprendrai mon journal et pourrai vous donner comme rédacteur en chef mille francs par mois* » (au lieu de 1500 Fr.).

J'allais carrément trouver le général Gallieni qui habitait boulevard des Invalides. Le sauveur de Paris jouissait alors d'une autorité indiscutée mais il était déjà atteint du mal qui devait l'emporter. Depuis la conquête de Madagascar, le général Gallieni ne vivait que de laitages. Paul Doumer, Klotz et Paul Ghensi (le directeur de l'Opéra-comique) l'avaient entouré mais pas circonvenu. Le gouvernement avait la faiblesse d'avoir peur de ce trio qui avait au moins le mérite d'être patriote et national. Paul Doumer était bien capable de songer à une dictature sous laquelle il eut détenu le pouvoir réel, mais Gallieni était incapable de se prêter à une manœuvre de ce genre. Je puis affirmer, moi qui ai vu les choses de près, qu'il n'y a jamais eu de ce côté aucune menace sérieuse. Ghensi s'occupait surtout de ressusciter l'Opéra-comique ; Klotz exhibait son uniforme bleu-horizon dans les tripots, en compagnie de jolies poules. Seul le chaste Doumer s'était constitué le chef de cabinet du général. Il pontifiait et, comme toujours, rendait service à ses amis. En un tournemain, il m'expédia Putz au Mans où nos amis le firent aisément réformer. Je n'ai pas commis là une grande faute, car Putz était plutôt dans l'armée un hanneton inutile. Grâce à ce retour, le journal *La France* recommença sa publication. Le Parlement allait, hélas, reprendre son fonctionnement. J'y retournai et fus nommé membre de la commission du budget.

Le journal *La France* était tiré à quelques centaines d'exemplaires et j'y écrivais l'éditorial quotidien ; il n'était guère lu qu'au Parlement. Malgré notre modération, nous étions parfois caviardés. Je n'ai jamais vu fonctionner une institution aussi absurde que cette censure ! Elle était composée de jeunes gens, presque tous professeurs ou écrivains et qui avaient trouvé le moyen de s'embusquer. Pour prouver leur nécessité, ils caviardaient à tort et à travers. C'est ainsi qu'on a supprimé jusqu'à une conversation que le général Joffre avait accordé à un journal de Genève. On a tenu systématiquement le peuple français dans l'ignorance de tout ce qui se passait. Même au Palais-Bourbon on ne savait rien. Résultat : les bruits les plus ridiculement pessimistes étaient mis en circulation.

Pendant ce temps, le ministère de l'intérieur était livré aux anarchistes, aux défaitistes, aux antimilitaristes. J'ai vu ça de près, car je fréquentais beaucoup Malvy et son entourage. Ici

je puis apporter des détails personnels assez précis. Le journal *La France* était soutenu par une certaine publicité provenant des premiers profiteurs de guerre, parmi lesquels un certain Albert Tronc qui était mobilisé dans ses usines et qui gagnait beaucoup d'argent en vendant des étoffes de luxe. Car il faut bien le dire, le commerce de luxe n'a pas du tout souffert pendant la guerre. Il s'est formé presque immédiatement toute une classe de nouveaux riches qui se sont meublés et habillés somptueusement. C'est alors que le règne du bas de soie a commencé ! La guerre, c'est un mélange d'héroïsme, de saletés, de belles actions, d'animalité, d'ascétisme, de sadisme, de tout : boue et diamants ! J'ai vécu en plein dans ce cauchemar. Je n'en suis pas encore tout à fait remis. En dehors de la publicité, Putz touchait une mensualité de l'Intérieur et une mensualité à la propagande du ministère des Affaires étrangères. Comme j'étais l'homme de confiance, c'est moi qui allais toucher ces sommes.

À l'Intérieur, j'étais en rapport avec Leymarie, un brave et bon garçon, ami d'enfance de Malvy, pas beaucoup plus intelligent que Malvy, mais possédant sur son patron une indéniable influence. Joueur comme un prince russe, Malvy avait transformé le ministère en tripot. Il n'y avait guère à la Sûreté générale qu'un homme honnête et sûr, c'était Edmond Chiappe, mais il n'était que chef de bureau. Il avait sous ses ordres deux de mes secrétaires Pierre Dassier et Jolly, tous les deux madrés personnages. La politique de Malvy, qui vivait dans une frousse perpétuelle, consistait à ménager toute la tourbe anarchiste socialiste... Pour éviter la révolution, un ancien ouvrier d'une fabrique d'allumettes, Jouhaux, avait pris une influence notable à la bourse du travail. C'était un de ces « manuels » roublards qui finissent par trouver le moyen de vivre grassement aux dépens de leurs camarades. Ah ! Ces gaillards-là n'ont pas, comme aujourd'hui les communistes russes, la prétention de vivre en ascètes ! Ce ne sont pas des Tertulliens ! C'est Alphonse Jouhaux qui, dans les premiers mois de la guerre, a été le véritable ministre de l'intérieur. On ne voyait, place Beauvau, que des types de ce genre, l'anarchiste Almereyda, Duval (du Bonnet Rouge), Desclaux (l'ancien chef de cabinet de Caillaux), qui était mobilisé dans l'intendance, Victor Margueritte dont je parlerai tout à l'heure, Armand Charpentier, le défaitiste, Paul Meunier, autre défaitiste.

Tous ces gens-là avaient persuadé Malvy que, pour éviter la révolution, il fallait laisser les anarchistes en toute liberté et ne prendre aucune précaution de police. En réalité, la France s'était entraînée dans un vaste mouvement de patriotisme et les forbans se taisaient, attendant l'heure ! La tolérance de Malvy était dangereuse, elle n'a pas donné de mauvais résultats parce que les défaitistes étaient annihilés dans l'enthousiasme général. Jouhaux et son ami Albert Thomas ont été néfastes pour d'autres motifs que je vais indiquer. C'est que Malvy avait fait partager par Poincaré la terreur qui le travaillait d'un sursaut révolutionnaire. Poincaré, je ne saurais trop le répéter, a été admirable. C'est à lui autant qu'à Clemenceau que nous devons d'être sortis du gouffre. Mais ce modéré a toujours eu peur d'être qualifié de modéré. Rien ne lui faisait davantage plaisir que d'être courtoisé par des avancés. Il voulait avant tout demeurer homme de gauche. Les événements l'ont conduit plus tard à être un véritable dictateur, mais son parlementarisme congénital lui faisait prendre ce mot en horreur. Lui aussi crut qu'en flattant les tigres révolutionnaires il les materait. Il était très heureux de voir figurer dans le ministère Marcel Sembat, Jules Guesde, Albert Thomas, Compère-Morel,

plus tard Fernand Bouisson. C'est ainsi que Malvy et Albert Thomas commirent deux gaffes qui coûtèrent fort cher au pays :

1/ Ils firent considérer les secours octroyés aux familles des mobilisés comme un droit. Il aurait certes fallu se montrer très large, mais les secours n'auraient dû être accordés que par l'intermédiaire bureaux de bienfaisance et œuvres de charité. En transformant une charité en droit légal, une foule énorme de femmes de combattants, même aisées, même riches, se présentèrent aux guichets des percepteurs. Ce fut la danse des millions et des milliards. J'ai vu, à Bouloire, une femme qui avait la main pleine de billets de banque et qui, étonnée d'avoir tant reçu, s'écrier : « *Qu'est-ce que je vais faire de tout ça ?* ». J'ai vu des riches fermières gagnant 40 ou 50.000 francs par an qui venaient cyniquement toucher « la paye ».

2/ La faute plus grave fut celle d'Albert Thomas qui, député de la banlieue de Paris ayant la majorité de ses électeurs ouvriers d'usine jeunes et non mobilisés, leur fit distribuer des salaires exagérés alors qu'ils sauvaient leur peau pendant que les camarades se faisaient tuer. Un système modéré de primes, quelques renvois au front eussent suffi à faire travailler les veinards de l'arrière. Véritables profiteurs de la guerre, ces ouvriers ont été la cause directe de la vie chère. Leurs hauts salaires ont provoqué le mercantilisme de commerçants sans scrupules. Tout cela, c'est le passé, mais il faut le rappeler. Ah ! Que le socialisme a été coûteux pour le pays ! Quant au mercantilisme, il s'est développé dans de stupéfiantes proportions. En dix ans, j'ai vu, dans une même boutique, trois épiciers consécutifs se retirer après fortune faite. À Billancourt, le jour où l'usine Renault augmente les salaires de trois francs par jour, les mastroquets portent le prix du déjeuner de 6 francs à 8 francs. Les ouvriers, étonnés eux-mêmes de leur salaire, achètent ces denrées à n'importe quel prix. Les bourgeois sont obligés de se restreindre. Les ouvriers achètent les fins morceaux en disant : « *Les poulets changent de gueule* ». L'esprit d'économie se perd, on veut la vie facile ; dans toutes les classes sociales ont fait la noce. La jeune fille vierge devient une rareté. Et ce ne fut pas précisément la faute de la guerre, mais celle de mauvais bergers qui donnèrent le mauvais exemple au troupeau. J'avais mes petites et grandes entrées au ministère de l'intérieur. J'ai vu tout ce qui s'y passait. Malvy n'a jamais été un traître, mais un flanchard, un faible, un laisse-tout-faire. Il a subventionné par inconscience des journaux défaitistes, ceux que Barrès a appelés « *la canaille du Bonnet Rouge* ». La condamnation de Malvy par la Haute cour n'était pas juridiquement justifiée. Malvy était un brave garçon que les circonstances avaient porté plus haut que son intelligence. Dans l'affaire Duval, Leymarie était innocent. Ayant entre les mains le chèque qui venait de l'ennemi, il l'a rendu à Duval parce que réellement rien ne lui indiquait la trahison. L'autorité militaire s'était déchargée sur lui de sa propre responsabilité. Leymarie s'est sacrifié pour éviter des ennuis à son patron Malvy. De 1915 à 1916, le véritable ministre de l'Intérieur a été une jeune fille, sténographe qui devint la maîtresse de Leymarie.

(Voir la suite au cahier VIII)